

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1989.  
Brussel, 22 december 1989.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve en de Gemeenschapsminister van Financiën en Begroting,  
**G. GEENS**

VERTALING

F 90 — 1751

22 DECEMBRE 1989

Arrêté de l'Exécutif flamand modifiant l'arrêté royal du 28 juin 1974  
portant exécution de la loi du 28 avril 1953

L'Exécutif flamand,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 55ter, tel qu'il a été modifié une dernière fois par l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982;

Vu l'arrêté royal du 28 juin 1974 portant exécution de la loi du 28 avril 1953;

Considérant qu'il s'impose de déterminer un taux d'intérêt pour les crédits attribués aux universités de l'Etat, tranche 1973-1974;

Sur la proposition de Ministre communautaire des Finances et du Budget;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 12 de l'arrêté royal du 28 juin 1974 les alinéas suivants sont insérés entre le premier et le deuxième alinéa :

« Pour les périodes de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup>, de la 21<sup>e</sup> à la 25<sup>e</sup> et de la 26<sup>e</sup> à la 30<sup>e</sup> échéance annuelle des intérêts, le taux d'intérêt sera déterminé en tenant compte de l'échance des crédits concernés étant entendu que le taux d'intérêt des crédits dont la 16<sup>e</sup> respectivement 21<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> échéance annuelle des intérêts se produit au cours du premier semestre de l'année civile, correspond au taux de rendement consenti aux banques et aux banques d'épargne sur l'emprunt public du secteur public dont le début de la période de souscription publique approche le plus la date du 31 décembre de l'année précédente, majoré de 0,0625 %, le tout étant arrondi au demi-décime ou décime supérieur; pour les crédits dont la 18<sup>e</sup> respectivement 21<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> échéance annuelle des intérêts se produit au cours du deuxième semestre de l'année civile, le taux d'intérêt correspondra au taux de rendement consenti aux banques et aux banques d'épargne sur l'emprunt public du secteur public dont le début de la période de souscription publique approche le plus la date du 30 juin de l'année pendant laquelle le taux est rajusté, majoré de 0,0625 %, le tout étant arrondi au demi-décime ou décime supérieur.

Si la référence en vue d'un rajustement tel que défini à l'alinéa précédent s'avère impossible du fait qu'il n'y a eu aucune émission d'un emprunt public du secteur public, un nouveau taux de référence sera fixé en fonction des conditions appliquées sur le marché du capital ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 1989.

Bruxelles, le 22 décembre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand et le Ministre communautaire des Finances et du Budget,

**G. GEENS**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1752

28 JUIN 1990. — Décret relatif au permis et à la licence de chasse (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Nul ne peut chasser dans la Région wallonne s'il n'est titulaire du permis de chasse visé à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Le permis est délivré par les fonctionnaires désignés par l'Exécutif, moyennant le paiement à la Région wallonne d'une taxe de 9 000 francs. Il est valable tous les jours de la semaine.

**Art. 2.** Le permis doit être exhibé par l'intéressé à toute demande d'un des agents visés à l'article 3, alinéa 6.

**Art. 3.** Le titulaire d'un permis de chasse délivré dans la Région wallonne peut obtenir pour son invité, n'étant pas domicilié dans cette Région, une licence de chasse.

Cette licence est valable pour cinq jours consécutifs et est délivrée moyennant le paiement à la Région wallonne d'une taxe de 1 500 francs.

(1) Session 1989-1990 :

Documents du Conseil, 169 (1989-1990), n°s 1 à 15.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 28 juin 1990. — Discussion. — Vote.

Cette licence mentionne le nom du titulaire du permis et le nom du titulaire de la licence, ainsi que les dates et lieux où il sera fait usage de celle-ci.

L'Exécutif détermine la forme et les conditions de délivrance de la licence et désigne les fonctionnaires et agents compétents pour délivrer celle-ci.

L'invité qui pratique la chasse à tir sans être porteur d'une licence sera puni d'une amende de 100 francs.

Les infractions aux dispositions du présent article sont recherchées et constatées par les fonctionnaires, gardes et agents visés à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, ainsi que par les fonctionnaires ou agents désignés à cette fin par l'Exécutif.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'Exécutif pourra procéder à une révision triennale des montants des taxes visées aux articles 1<sup>er</sup> et 3.

§ 2. Les sommes perçues en vertu des dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 3 ne peuvent faire l'objet d'un remboursement.

Toutefois, en cas de non-délivrance du permis ou de la licence de chasse, une demande de remboursement pourra être introduite auprès du Ministre qui a la chasse dans ses attributions.

**Art. 5.** Les sommes visées aux articles 1<sup>er</sup> et 3 sont payées préalablement à la délivrance du permis ou de la licence de chasse par versement ou par virement au compte des recettes du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 6.** Les mesures réglementaires relatives à la délivrance de permis de chasse et de licence de chasse ainsi que les formulaires existant à ce sujet restent d'application pour autant qu'ils ne soient pas contraires au présent décret et tant que l'Exécutif régional wallon n'a pas édicté de nouvelles règles.

**Art. 7.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 juin 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale.

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,  
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,  
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1752

28. JUNI 1990. — Dekret über den Jagdschein und die Jagdlizenz (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es

**Artikel 1.** Keiner darf in der wallonischen Region jagen, wenn er den im Artikel 14, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen erwähnten Jagdschein nicht besitzt.

Der Schein wird von den durch die Exekutive bezeichneten Beamten gegen die Zahlung der Wallonischen Region von einer Gebühr von 9 000 BF erteilt. Er ist für alle Tage der Woche gültig.

**Art. 2.** Der Schein muss auf jeder Anfrage einem der im Artikel 3, Absatz 6 erwähnten Bediensteten durch den Betreffenden vorzulegen sein.

(1) Sitzung 1989-1990:

Unterlagen des Rates, 169 (1989-1990), Nr. 1 bis 15.

Ausführliches Protokoll. Öffentliche Sitzung vom 28. Juni 1990. — Diskussion. — Abstimmung

**Art. 3.** Der Inhaber einem in der Wallonischen Region erteilten Jagdschein darf für seinen Gast, der nicht in dieser Region ansässig ist, eine Jagdlizenz erhalten.

Diese Lizenz ist für fünf aufeinanderfolgende Tage gültig und wird gegen die Zahlung der Wallonischen Region von einer Gebühr von 1 500 BF erteilt.

Auf dieser Lizenz sind die Name des Inhabers des Scheins und die Name des Inhabers der Lizenz angegeben, so wie die Daten und Orten, an denen sie angewandt wird.

Die Exekutive bestimmt die Form und die Bedingungen der Erteilung der Lizenz und bezeichnet die Bediensteten und Beamten, die für die Erteilung der Lizenz zuständig sind.

Der Gast, der die Jagd mit Kugelwaffen ohne Lizenz betreibt, wird zu einer Geldstrafe von 100 BF bestraft.

Die Verletzungen der Bestimmungen vorliegenden Artikels werden durch die im Artikel 24 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen erwähnten Beamten, Förster und Bediensteten, so wie durch die von der Exekutive zu diesem Zweck bezeichneten Beamten und Bediensteten gesucht und festgestellt.

**Art. 4. § 1.** Die Exekutive kann eine dreijährliche Anpassung der in Artikeln 2 und 3 erwähnten Gebührenbeträge vornehmen.

§ 2. Die auf Grund der Bestimmungen der Artikel 1 und 3 eingenommenen Summen können nicht Gegenstand von einer Rückerstattung sein.

Im Fall von Nichtausstellung des Jagdscheins oder der Jagdlizenz kann jedoch einen Antrag auf Rückerstattung beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, eingelegt werden.

**Art. 5.** Die in Artikel 1 und 3 erwähnten Summen sind vor der Ausstellung des Scheins oder der Lizenz durch, Auszahlung oder Überweisung auf das Konto der Einnahmen des Ministeriums der Wallonischen Region zu zahlen.

**Art. 6.** Die Verordnungsmassnahmen über die Ausstellung des Jagdscheins und der Jagdlizenz, so wie die darüber bestehenden formulare gelten noch, soweit sie gegen des vorliegende Dekret nicht verstossen und, soweit die Exekutive keine neue Regeln vorgeschrieben hat.

**Art. 7.** Das vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 1990 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird:

Namür, am 28. Juni 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschussten Arbeiten  
und des Wassers für die Wallonische Region,

A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien  
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 1732

28 JUNI 1990. — Decreet betreffende het jachtverlof en de jachtvergunning (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Niemand mag in het Waalse Gewest jagen indien hij niet houder is van het in artikel 14, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882 vermelde jachtverlof.

Het verlof wordt uitgereikt door de ambtenaren die aangesteld zijn door de Executieve, mits betaling van een taks van 9 000 F aan het Waalse Gewest. Het is alle dagen van de week geldig.

**Art. 2.** Het verlof moet door de belanghebbende getoond worden bij elk verzoek van één der in artikel 3, 6e lid, bedoelde ambtenaar.

(1) Zitting 1989-1990 :

Stukken van de Raad, 169 (1989-1990), nrs. 1 tot 15.

Volledig verslag. Openbare zitting 28 juni 1990. — Bespreking. — Stemming.

**Art. 3.** De houder van een in het Waalse Gewest uitgereikt jachtverlof kan een jachtvergunning bekomen voor zijn gast die niet in dit Gewest woont.

Deze vergunning is vijf opeenvolgende dagen geldig en wordt uitgereikt mits betaling van een taks van 1 500 F aan het Waalse Gewest.

Deze vergunning vermeldt de naam van de houder van het verlof en de naam van de houder van de vergunning, alsmede de data en plaatsen waar ze gebruikt zal worden.

De Executieve bepaalt de vorm en de uitreikingsvoorwaarden van de vergunning en stelt de ambtenaren en agenten aan die bevoegd zijn om ze uit te reiken.

De gast die de jacht met het geweer uitoefent zonder drager te zijn van een vergunning wordt gestraft met een boete van 100 frank.

De overtredingen van de bepalingen van dit artikel worden opgezocht en vastgesteld door de ambtenaren, wachters en beambten bedoeld in artikel 24 van de jachtwet van 28 februari 1882, alsook door de ambtenaren of beambten die voor dit doeleinde door de Executieve aangesteld zijn.

**Art. 4. § 1.** De Executieve kan overgaan tot een driejaarlijkse herziening van de bedragen van de in artikelen 1 en 3 vermelde taksen.

§ 2. De krachtens de bepalingen van artikelen 1 en 3 ontvangen bedragen mogen niet terugbetaald worden.

In geval van niet-uitreiking van een jachtverlof of vergunning kan een verzoek tot terugbetaling echter ingediend worden bij de Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort.

**Art. 5.** De in artikel 1 en 3 vermelde bedragen worden voorafgaand de uitreiking van het jachtverlof of van de jachtvergunning betaald voor storting of overschrijving op de rekening der ontvangsten van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 6.** De reglementaire maatregelen inzake de uitreiking van het jachtverlof en van de jachtvergunning alsmede de bestaande formulieren hieromtrent blijven van toepassing voor zover zij niet strijdig zijn met dit decreet en zolang de Waalse Gewestexecutieve geen nieuwe regels heeft bepaald.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in kracht op 1 juli 1990.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 28 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud,  
Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,  
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 1753

**29 MARS 1990.** — Arrêté de l'Exécutif régional wallon insérant un paragraphe 8 dans l'article 3 de l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 25 avril 1983 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1986 d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de simplifier sans retard la procédure d'octroi de travailleurs du troisième circuit de travail mis à la disposition de familles en cas de naissances multiples;